

Éducation en Afrique subsaharienne : enjeux globaux et défis pédagogiques

doi:10.10.18162/fp.2019.a175

CHRONIQUE • Intervention éducative

Bien que l'accès à l'éducation s'améliore mondialement, ce sont plus de 617 millions d'enfants qui n'arrivent toujours pas à atteindre un niveau minimum de compétence en lecture et en mathématiques. Une bonne proportion se situe en Afrique subsaharienne, dont plus de 30 millions d'enfants ne reçoivent même pas une éducation de base (UNESCO, 2012). Qui plus est, l'accroissement démographique vertigineux y amplifie la crise (Sylla, 2016), considéré comme facteur d'aggravation de la situation économique et sociale (Moretti, 2007).

Plusieurs problèmes sont interreliés pour expliquer les difficultés scolaires de millions de jeunes Africains. Nos travaux (voir notamment St-Amand, à paraître) nous ont amenés à identifier certains facteurs critiques : (1) l'accessibilité limitée aux écoles fait en sorte de ne pas permettre aux jeunes de développer des compétences minimales; (2) la rétention et la persévérance des enfants à l'école; (3) la qualité déficiente de l'offre éducative en général et de l'enseignement en salle de classe (p. ex., enseignants qualifiés, équipements de base, matériel pédagogique, etc.); (4) la vulnérabilité des ménages (Inoue, di Gropello, Taylor et Gresham, 2015). L'éducation en Afrique subsaharienne accuse donc un retard sur celle des pays industrialisés. Les causes peuvent notamment être regroupées en trois ordres :

- 1) Accès limité à l'éducation du plus grand nombre : L'exclusion d'un grand nombre de jeunes à une éducation de qualité constitue un problème majeur en Afrique subsaharienne. Par exemple, n'ont pas accès à l'école une majorité de jeunes, les femmes (p. ex., 53 % des filles) et les personnes vivant en milieux ruraux. En conséquence, les taux d'alphabétisation des adultes sont parmi les plus faibles au monde et le nombre d'enfants non scolarisés est le plus élevé de la planète;

- 2) Infrastructures inadéquates : Le délabrement des lieux, l'insuffisance (p. ex., classes surpeuplées) ou encore la désuétude des infrastructures scolaires constituent des problèmes importants pour en arriver à une offre éducative de qualité en Afrique subsaharienne;
- 3) Formation inefficace et autonomie des enseignants : Les formations proposées aux enseignants sont souvent inadaptées et ne correspondent pas toujours aux besoins particuliers des élèves. Sur le plan de leur autonomie, les enseignants ne sont pas indépendants dans l'exercice de leurs fonctions et ne jouissent que rarement de liberté dans la prise des décisions.

Défis pédagogiques

À la lumière de ces causes, nous proposons quelques pistes de solutions afin d'améliorer l'offre éducative en Afrique subsaharienne (voir notamment St-Amand, à paraître).

Premièrement, il serait judicieux de favoriser l'accès à l'éducation à un plus grand nombre d'enfants en développant une structure éducative « mobile » pouvant suivre les déplacements des tribus nomades comme c'est le cas dans plusieurs pays d'Afrique : on pourrait donner en exemple les éleveurs nomades du Niger, du Cameroun, du Mali, de la Libye ou de l'Algérie. Nous croyons également que la création de nouvelles écoles au sein des régions grandement touchées par le faible taux de scolarisation des jeunes filles serait indispensable. Des campagnes de sensibilisation pourraient être menées auprès des parents afin de promouvoir l'importance de la scolarité chez ces dernières qui, trop souvent, sont destinées au mariage, à la procréation et aux tâches ménagères. Nous pensons qu'il serait impératif de construire de nouvelles infrastructures tout en tenant compte de leur localisation. À l'heure actuelle, l'éparpillement géographique des infrastructures primaires et secondaires – encore trop peu nombreuses – ne favorise pas la maximisation de l'offre éducative sur le territoire de l'Afrique subsaharienne. Il faudrait donc situer les écoles aux points de jonction de plusieurs communautés.

Deuxièmement, en matière de partenariats ayant comme optique d'améliorer les infrastructures scolaires, nous aurions intérêt à susciter une plus grande participation des acteurs publics et privés dans l'élaboration de nouvelles écoles, tout en tenant compte de tous les paramètres individuels, communautaires et sociaux des régions visées par de tels projets. Cette perspective pourrait paver la voie à la création de conditions qui offriraient aux écoles plus de liberté d'action, et ce, dans un cadre financier moins contraignant.

Troisièmement, sur le plan des pratiques pédagogiques des enseignants, nous croyons que celles-ci devraient chercher à créer un meilleur climat d'apprentissage qui prendrait en considération les cultures locales, tout en se basant sur des enquêtes portant sur l'étude des besoins réels des élèves issus des populations visées. Enfin, la formation universitaire des enseignants devrait être bonifiée par le biais d'un investissement financier massif, afin de s'assurer, d'une part, de la mise en place de pratiques probantes et, d'autre part, de l'utilisation de matériel didactique à la fine pointe.

Bref, si les défis sont nombreux, comme nous l'avons exposé, des solutions quant à l'amélioration de l'éducation dans ce coin du monde s'avèrent envisageables. Cela dit, nous sommes convaincus que l'amélioration de l'éducation en Afrique peut prendre racine dans la collaboration interdisciplinaire entre des spécialistes de différents domaines (didactiques, sciences politiques, sciences de l'éducation, administration publique, etc.) d'Afrique subsaharienne, mais aussi d'ailleurs, où des avancées, une

fois adaptées aux particularités contextuelles, pourraient nourrir la réflexion. Nous pensons que cette collaboration contribuera à développer le bien-être des communautés, notamment par le biais de la volonté de former de futurs agents de changement qui ont une conscience planétaire et un fort sentiment d'appartenance à l'humanité, éléments qui, selon nous, sont aujourd'hui nécessaires, voire indispensables, pour relever les défis de la mondialisation.

Références

- Inoue, K., di Gropello, E., Taylor, Y. S. et Gresham, J. (2015). *Les jeunes non scolarisés et déscolarisés d'Afrique subsaharienne : politiques pour le changement*. Washington, DC : Banque internationale pour la reconstruction et le développement/La Banque mondiale. <http://dx.doi.org/10.1596/978-1-4648-0688-9>
- Moretti, E. (2007). Crime and costs of criminal justice. Dans C. R. Belfield et H. M. Levin (dir.), *The price we pay: Economic and social consequences of inadequate education* (p. 142-159). Washington, DC : Brookings Institution Press.
- St-Amand, J. (à paraître). *Amélioration de l'éducation en Afrique : stratégies gagnantes, mieux répondre aux besoins des acteurs locaux, perspectives multidisciplinaires*. Les Éditions Carte blanche.
- Sylla, K. (2016). *L'éducation en Afrique : le défi de l'excellence*. Paris : L'Harmattan.
- UNESCO. (2012). *En Afrique, l'accès à l'éducation s'est ralenti*. Repéré à http://www.unesco.org/new/fr/archives/education/themes/leading-the-international-agenda/education-for-all/single-view/news/slowdown_in_access_to_education_in_africa/

Pour citer cet article

- St-Amand, J. et Talake, J. K. (2019). Éducation en Afrique subsaharienne : enjeux globaux et défis pédagogiques. *Formation et profession*. 27(2), 118-120. <http://dx.doi.org/10.18162/fp.2019.a175>